

Assemblée générale le 15 février à 11H en tant qu'heure syndicale

Pourquoi avons-nous fait grève et pourquoi sommes-nous pour un durcissement du mouvement ?

- Tout d'abord, parce que l'alourdissement des classes permet des suppressions de postes sèches. Ces suppressions au titre d'économies sont inadmissibles d'un point de vue éducatif.
- Ensuite, notre statut d'enseignant est en péril. En effet, si nous laissons faire, nous serons bientôt à trente cinq heures effectives de travail dans les établissements.
- De plus la perspective de bivalence nous amènerait à donner des cours dans des matières qui ne nous sont pas familières. Ce qui aurait pour effet de diminuer notre efficacité mais aussi, d'ouvrir la porte à l'idée du bloc de connaissances ; bloc sciences (quelles qu'elles soient) bloc littéraire, bloc langues. Obliger les professeurs à enseigner une matière qui n'est pas la leur amènerait un appauvrissement et fragiliserait l'enseignement proposé aux élèves. Ce qui est très dangereux pour la culture générale de nos élèves qui est déjà mise à mal.

Pour cela nous voulons proposer AU VOTE la mise en place de différentes actions afin de nous faire entendre des « élites ».

- *Ne pas faire le bac blanc*
- *Ne faire aucune réunion hors statut, et hors temps scolaire (càd, réunion de coordination, réunion professeurs principaux...).*
- *Refus de toute activité hors statut (càd, les clubs, les journées portes ouvertes, les différents forum...).*

Ce sont des mesures qui s'inscrivent dans ce qu'on appelle la grève du zèle. Mais nous voulons aller aussi PLUS LOIN.

- *Grève dure d'une semaine, ou grève tournante, sous condition qu'elle soit suivie par tous les établissements du pays.*
- *Ne pas donner les résultats du bac.*

Nous voulons faire un point tous ensemble jeudi afin de savoir si ces mesures seront suivies abondamment ou pas, et voter pour leur mise en application ou pas. Il est bien évident que nous avons plus que besoin de montrer notre volonté commune au sein de notre établissement ou à l'échelle nationale. Cela pourrait peut-être amener le gouvernement à réfléchir.